



Déclassifié¹

AS/Soc/SPDD (2021) PV 03add

16 mars 2021

Fsocspddpv03add_2021

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Sous-commission de la santé publique et du développement durable

Procès-verbal

de l'audition publique sur « Dépasser la méfiance à l'égard des vaccins : stratégies pour les parlements et les parlementaires », tenue par vidéoconférence le mardi 9 février 2021

Dans le cadre du rapport intitulé « Méfiance à l'égard des vaccins : un enjeu majeur de santé publique » et du rapport sur « Vaccins contre la covid-19 : considérations éthiques, juridiques et pratiques » récemment adopté, la sous-commission a tenu une audition publique modérée par M. Jim Gibbons, journaliste.

Mme Jennifer De Temmerman, présidente de la sous-commission, présente brièvement les intervenants et souhaite la bienvenue aux participants à l'audition.

Session I : méfiance à l'égard des vaccins

- ✓ M. Vladimir Kruglyi, rapporteur sur « Méfiance à l'égard des vaccins : un enjeu majeur de santé publique »
- ✓ Mme Lisa Menning, cheffe d'équipe (par intérim), Sciences de la demande et du comportement, Département de la vaccination, des vaccins et des produits biologiques, Organisation mondiale de la santé
- ✓ Mme Dolores Utrilla, professeure associée en droit publique à l'Université de Castille-La Manche, Espagne / éditrice adjointe à *EU Law Live*

M. Kruglyi met en avant l'importance de la vaccination pour protéger la santé publique, ajoutant qu'il s'agit de la méthode de protection la plus sûre et la plus efficace contre de nombreuses maladies infectieuses, prévenant 2 à 3 millions de décès par an au plan mondial. Toutefois, la réticence à la vaccination est l'un des problèmes les plus sévères en matière de santé publique : elle est particulièrement marquée en Europe, en grande partie en raison des fausses informations et de la désinformation concernant l'innocuité des vaccins. Il est essentiel de contrer les fausses informations et de promouvoir un débat public sur les risques posés par la méfiance à l'égard des vaccins. Comme l'a rappelé la Présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, dans l'une de ses communications sur la lutte contre la pandémie mondiale, « personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité ».

Mme Menning présente des données scientifiques sur l'efficacité des vaccins. Les chercheurs continuent de recueillir des informations sur le virus de la covid-19 et les vaccins. La réticence à se faire vacciner tient principalement au manque d'accès à des informations fiables et faciles à appréhender. C'est pourquoi il est primordial d'écouter les citoyens, de répondre à leurs questions, de collecter des données et de se rapprocher de la population en mettant en œuvre des stratégies adaptées.

Mme Utrilla expose les considérations juridiques liées à l'autorité parentale et à l'intérêt supérieur de l'enfant, sachant que certains États membres ont mis en place des programmes de vaccination obligatoire. La Cour européenne des droits de l'homme (la Cour) n'a pas fourni de réponse explicite aux questions juridiques posées par de tels programmes à l'égard des enfants. Selon la Cour, les plans de vaccination obligatoire visant

¹Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la Sous-commission de la santé publique et du développement durable lors de sa réunion du 16 mars 2021, tenue par vidéoconférence.

à restreindre le droit à la vie privée et familiale et à la liberté de pensée devraient reposer sur un fondement juridique suffisant et avoir pour objectif légitime de protéger la santé humaine. De plus, ces mesures doivent être proportionnées et n'être utilisées qu'en dernier recours. Les parents ne disposent pas d'un droit absolu leur permettant de décider si leurs enfants doivent ou non être vaccinés.

Session II : vaccination contre le VPH (virus du papillome humain) non généré

- ✓ Mme Petra Bayr, présidente du Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs
- ✓ M. Neil Datta, Secrétaire du Forum parlementaire européen pour les droits sexuels et reproductifs
- ✓ Mme Janne Bigaard, *Kræftens Bekæmpelse* (Fondation danoise contre le cancer)

Mme Bayr communique des données scientifiques pertinentes sur le virus du papillome humain ou papillomavirus (VPH) et le cancer du col de l'utérus en Europe. Des preuves scientifiques attestent clairement du fait que la vaccination permet de prévenir les maladies causées par le VPH, sachant qu'elle est plus efficace encore si elle est administrée aux garçons comme aux filles (chaque personne étant susceptible de transmettre le virus). Malheureusement, seuls 17 pays européens proposent ce vaccin sans considération de genre. D'après l'OMS, la réticence à la vaccination est l'une des menaces qui pèsent sur la santé publique mondiale. Une éducation sexuelle sérieuse est essentielle pour lutter contre la transmission du papillomavirus car les jeunes doivent être en mesure de comprendre l'enjeu.

M. Datta présente le *Cervical Cancer Prevention Policy Atlas* (Atlas des politiques de prévention du cancer du col de l'utérus) - une carte comparative évaluant les politiques de prévention du cancer du col de l'utérus mises en œuvre dans 46 pays européens. La situation est très hétérogène, à savoir qu'il existe un clivage marqué entre l'Europe du Nord, du Sud et de l'Est. Les hommes restent exposés au risque d'infection par les femmes non vaccinées. Ainsi, une vaccination non génrée, universelle, contre le papillomavirus permet de mieux protéger l'ensemble de la population ; elle est de plus conforme au droit humain fondamental au meilleur état de santé susceptible d'être atteint. Les États devraient inclure dans leur calendrier vaccinal de routine la vaccination gratuite et sans considération de genre contre le papillomavirus, mettre en place des programmes de dépistage gratuits et fournir des informations fiables, fondées sur des données probantes, concernant le dépistage, le vaccin ainsi que les lieux où s'adresser pour en bénéficier. Le « Plan européen pour vaincre le cancer », lancé le 3 février 2021, a pour objectif de vacciner au moins 90 % de la population cible européenne de filles et d'accroître sensiblement la vaccination des garçons d'ici à 2030.

Mme Bigaard expose les avantages d'une vaccination non génrée contre le VPH et fait part du succès de la campagne mise en œuvre par la Fondation danoise contre le cancer pour lever les réticences face au vaccin. Le programme danois de vaccination infantile a été établi conjointement par l'Autorité sanitaire danoise, l'Association médicale danoise et la Fondation danoise contre le cancer. Une vaste stratégie de communication avait été mise au point avant le lancement, en 2017, d'une campagne d'information, de sorte que ces trois organisations ont été citées par les parents comme des sources d'information fiables quant à la sécurité du vaccin. La campagne a permis d'aider les parents qui nourrissaient des doutes et faisaient preuve d'un certain scepticisme à l'égard de la vaccination à prendre leur décision finale. Le taux de vaccination contre le virus du papillome humain a augmenté et plus de 40 000 filles ont commencé à se faire vacciner en 2020. Le processus a été ouvert aux garçons en septembre 2019 et en novembre 2020, presque autant de garçons que de filles âgés d'environ 12 ans se sont fait vacciner. Néanmoins, il importe encore de combattre la défiance à l'égard de son innocuité et une campagne d'information efficace suppose de trouver un juste équilibre entre « rationalité » et « émotions ».

Session III : la méfiance à l'égard des vaccins contre la covid-19

- ✓ Mme Jennifer De Temmerman, rapporteure sur « Vaccins contre la covid-19 : considérations éthiques, juridiques et pratiques »
- ✓ M. Robert Kanwagi, coordinateur du programme World Vision pour le déploiement, l'acceptation et la conformité du vaccin contre Ébola (EBODAC) et représentant des organisations de la société civile au groupe de travail COVAX *Demand*
- ✓ Mme Laurence Lwoff, cheffe de l'Unité de la Bioéthique du Conseil de L'Europe

Mme De Temmerman précise que la réticence des personnes à se faire vacciner contre la covid-19 tient à la rapidité à laquelle les vaccins ont été mis au point. Pour lutter contre la pandémie, les gouvernements doivent tirer les enseignements des précédentes crises de santé publique, fournir aux citoyens des informations fiables et agir en toute transparence. Une communication et des campagnes de santé publique solides sont essentielles pour renforcer la confiance dans les vaccins.

M. Kanwagi a le sentiment que cette méfiance à l'égard des vaccins s'explique en grande partie par la négation de l'existence de la pandémie par certains individus. Qui plus est, le développement rapide des

vaccins contre la covid-19 suscite bien des interrogations. Et en l'absence d'informations de qualité, les fausses informations prolifèrent ; d'où l'importance cruciale de l'éducation, des campagnes publiques, des stratégies d'information en ligne claires et fiables sur les vaccins anti-covid-19 et des campagnes de santé publique. Par ailleurs, un accès équitable à la vaccination est essentiel pour vaincre la défiance vaccinale.

Mme Lwoff souligne qu'en vertu de l'article 3 de la Convention du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme et la biomédecine, les États membres sont tenus d'assurer un accès équitable aux vaccins, ainsi qu'une qualité appropriée des produits et la transparence de l'information et de la communication. La réticence à la vaccination résulte de la diffusion de fausses informations et d'un défaut de communication. Il est primordial d'établir la confiance et de fournir des informations claires et fiables pour lever les réticences à l'égard des vaccins. Par ailleurs, les supports de communication doivent être adaptés au public cible et inclure des données sur les bénéfices et risques des vaccins ainsi que sur les risques encourus si l'on n'est pas vacciné. La campagne de vaccination devrait avoir pour principal objectif de sensibiliser les populations à l'importance de la vaccination et de répondre à leurs préoccupations.

Conclusions de :

- ✓ M. Luís Leite Ramos, président de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable de l'APCE
- ✓ Mme Petra Bayr, présidente de la commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'APCE

M. Leite Ramos insiste sur l'importance de la transparence pour lutter contre la méfiance à l'égard des vaccins. La vaccination est le moyen le plus sûr de protéger la santé publique. Afin de garantir une couverture vaccinale suffisante, de sauver des vies et de protéger la santé individuelle et collective, les parlements doivent investir dans la recherche et la science, et collaborer aussi bien au plan local, que national et international.

Mme Bayr met en avant l'intérêt du rapport consacré à la méfiance à l'égard des vaccins, de la stratégie mondiale de l'OMS en vue d'accélérer l'élimination du cancer du col de l'utérus et du Plan européen pour vaincre le cancer. La prochaine étape consiste à s'attaquer au problème de la réticence à la vaccination au niveau régional. Il est important de mettre en place des cours d'éducation sexuelle, de renforcer le débat démocratique et de promouvoir la neutralité du point de vue du genre et la non-discrimination.

Mme De Temmerman, présidente de la sous-commission, rappelle la nécessité de mener des campagnes d'information fiables. Elle remercie les intervenants pour leur partage d'expertise, les autres participants pour leurs questions et observations, ainsi que toutes les personnes qui ont assisté à la réunion.

Annexe I

Déclaration reçue de la part de Mme Konul Nurullayeva,

membre de la Sous-commission ayant rencontré des difficultés techniques dans la connexion à la réunion

Mesdames, Messieurs,

J'espère que vous êtes tous en bonne santé et que vous vous portez bien.

Fort heureusement, le monde s'est peu à peu engagé dans un processus de vaccination ; cette nouvelle incroyable, nous l'attendions tous. Mais le processus de vaccination n'est pas simple : nous devons définir une politique de vaccination crédible, travailler avec soin sur les données issues de la recherche, faire en sorte que les citoyens aient confiance dans les entreprises qui fournissent les vaccins, dans le respect de l'éthique, et, surtout, surmonter les réticences de la population mondiale à l'égard du vaccin.

Je pense que les raisons de ces « réticences à l'égard des vaccins » sont multifactorielles, complexes et varient en fonction des vaccins, des systèmes de santé, des contextes sociaux, économiques et culturels propres à chaque État membre ; elles subissent l'influence de facteurs comme les théories complotistes, les idées reçues, les suppositions et les obstacles pratiques. Cette situation réduit l'efficacité du processus de vaccination et représente donc une réelle menace pour la santé publique.

Voici, selon moi, ce que nous pouvons faire pour y remédier :

- 1) auditionner régulièrement les citoyens et les experts lors des sessions des commissions parlementaires consacrées à la santé et à la vaccination et/ou mettre en place ce type d'organe secondaire des institutions étatiques
- 2) renforcer, dans le monde et au niveau local, les forces de l'ordre et les systèmes de sécurité informatique pour lutter contre le vol de fournitures médicales, la rupture des chaînes d'approvisionnement et l'utilisation de sites web qui vendent de fausses fournitures médicales
- 3) sensibiliser, grâce à internet, nos concitoyens à la vaccination, en leur donnant des exemples de vaccination réussie pour les convaincre de son utilité.

Pour parler d'une situation que je connais personnellement, le processus de vaccination volontaire et prioritaire en fonction des risques a également commencé en Azerbaïdjan. Actuellement, nous vaccinons les personnes âgées de plus de 65 ans sur la base de leur enregistrement volontaire en ligne.

Nous sommes pour le moment confiants à l'égard des effets à court terme du vaccin, tout comme les personnes qui ont été vaccinées alors qu'elles avaient failli succomber à ces réticences. À cet égard, l'agence TABIB, qui est en charge des questions relatives au Covid-19 en Azerbaïdjan, a organisé 8 webinaires publics, dont deux portaient uniquement sur la sensibilisation à la vaccination, et a mis en place la ligne téléphonique d'assistance psychologique Covid. Je pense que ces exemples et ces campagnes devraient être diffusés auprès des citoyens pour qu'ils se fassent une idée de la réalité du processus de vaccination.

Je vous remercie.

Annexe II

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Sub-Committee on Public Health and Sustainable Development
Sous-commission de la santé publique et du développement durable

List of participants / *Liste des participant.e.s*
 (28 seats / 28 sièges) **09.02.2021**

Chairperson / *Présidente* : Mme Jennifer DE TEMMERMAN, France

Vice-Chairperson / *Vice-Présidente* : ZZ ...

Members / *Membres***Alternates / *Remplaçant(e)s***

1.	Mr	Ruben RUBINYAN	Armenia / <i>Arménie</i>		ZZ...
2.	Ms	Nigar ARPADARAI	Azerbaijan / <i>Azerbaïdjan</i>	Ms	Konul NURULLAYEVA
3.	M.	Simon MOUTQUIN	Belgium / <i>Belgique</i>	Ms	Els van HOOFF
4.	Ms	Zdravka BUŠIĆ	Croatia / <i>Croatie</i>		ZZ...
5.	Ms	Alena GAJDUŠKOVÁ	Czech Republic / <i>République Tchèque</i>		ZZ...
6.	Ms	Minna REIJONEN	Finland/ <i>Finlande</i>		ZZ...
7.	Mme	Jennifer DE TEMMERMAN	France		ZZ...
8.	M.	Alain MILON	France	Mme	Martine WONNER
9.	Ms	Mariam KVRIVISHVILI	Georgia / <i>Georgie</i>		ZZ...
10.	Mr	Matern VON MARSCHALL	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms	Sybill BENNING
11.	Mr	Sokratis FAMELLOS	Greece / <i>Grèce</i>	Ms	Foteini PIPILI
12.	Mr	Joseph O'REILLY	Ireland / <i>Irlande</i>		ZZ...
13.	Mr	Fabio DI MICCO	Italy / <i>Italie</i>		ZZ...
14.	Mr	Andrzej SZEJNA	Poland / <i>Pologne</i>		ZZ...
15.	Mr	Bolesław PIECHA	Poland / <i>Pologne</i>	Mr	Tomasz LATOS
16.	Mme	Edite ESTRELA	Portugal		ZZ...
17.	Ms	Carmen LEYTE	Spain / <i>Espagne</i>		ZZ...
18.	Mr	Ola MÖLLER	Sweden / <i>Suède</i>	Ms	Annicka ENGBLOM
19.	Mme	Sibel ARSLAN	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mme	Ada MARRA
20.	Mr	Halil ÖZŞAVLI	Turkey / <i>Turquie</i>	Ms	Selin SAYEK BÖKE
21.	Ms	Olena KHOMENKO	Ukraine	Ms	Larysa BILOZIR
22.	Mr	Oleksandr SKICHKO	Ukraine		ZZ...
23.	Mr	Geraint DAVIES	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>		ZZ...
24.					
25.					
26.					
27.					
28.					

ex officio : **Mr Luís LEITE RAMOS** (Chairperson, Portugal, *Président, Portugal*)

OTHER PARLIAMENTARIANS / AUTRES PARLEMENTAIRES

Ms / Mme Petra Bayr Austria / Autriche
Mr / M. Vladimir Kruglyi Russian Federation / *Federation de Russie*
Mr / M. Zoran Tomić Serbia / *Serbie*
Mr / M. Jean-Pierre Grin Switzerland / *Suisse*
Ms / Mme Yuliia Ovchynnykova Ukraine
Ms / Mme Larysa Bilozir Ukraine

PARTNERS FOR DEMOCRACY / PARTENAIRES POUR LA DEMOCRATIE

Mr / M. Allal Amraoui Morocco / *Maroc*

Delegation or Political Group Secretaries / *Secrétaires de délégation ou de groupe politique*

Mr / M. Pavel Ermoshin, Delegation Secretary, Russian delegation to PACE / *Secrétaire de délégation, délégation russe auprès de l'APCE*

Ms / Mme Anna Kolotova, Secretary of the Group of the Unified European Left (UEL) / *Secrétaire du Groupe pour la gauche unitaire européenne (GUE)*

EXPERTS / EXPERT.E.S

Ms / Mme Janne Bigaard, Kræftens Bekæmpelse (Danish Cancer Society) / *Kræftens Bekæmpelse (Fondation danoise contre le cancer)*

Mr / M. Neil Datta, Secretary of the European Parliamentary Forum for Sexual & Reproductive Rights (EPF) / *Secrétaire du Forum Parlementaire Européen pour les droits sexuels et reproductifs*

Mr / M. Jim Gibbons, Journalist, Moderator of the Hearing / *journaliste, modérateur de l'audition*

Mr / M. Robert Kanwagi, World Vision programme co-ordinator for Ebola Vaccine Deployment, Acceptance and Compliance (EBODAC) and NGO Representative to the COVAX Demand working group / *coordinateur du programme World Vision pour le déploiement, l'acceptation et la conformité du vaccin contre Ébola (EBODAC) et représentant des organisations de la société civile au groupe de travail COVAX Demand*

Ms / Mme Lisa Menning, Team Lead (acting), Demand and Behavioural Sciences, Department of Immunization, Vaccines and Biologicals, World Health Organization / *Cheffe d'équipe (par intérim), Sciences de la demande et du comportement, Département de la vaccination, des vaccins et des produits biologiques, Organisation mondiale de la santé*

Ms / Mme Dolores Utrilla, Associate Professor of Public Law at the University of Castilla-La Mancha, Spain / Assistant Editor at EU Law Live / *Professeure associée en droit publique à l'Université de Castille-La Manche, Espagne / Editrice adjointe à EU Law Live*

COUNCIL OF EUROPE STAFF / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Ms / Mme Laurence Lwoff, Head of the Bioethics Unit of the Council of Europe / *Cheffe de l'Unité de la Bioéthique du Conseil de L'Europe*

**COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE
PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE**

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Tanja Kleinsorge Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*
Ms / Mme Aiste Ramanauskaite Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / Mme Yulia Pererva Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Mr / M. Guillaume Parent Co-Secretary/ *Co-Secrétaire*
Ms / Mme Anita Gholami Co-Secretary/ *Co-Secrétaire*
Ms / Mme Bogdana Buzarnescu Principal Assistant / *Assistante Principale*
Ms / Mme Melissa Charbonnel Assistant / *Assistante*
Ms / Mme Zuzanna Zapotoczna Trainee / *Stagiaire*
Mr / M. Daniel Hostadt Trainee / *Stagiaire*